

**Séminaire 2013/2014
de la Chaire Andrea RICCARDI
« La globalisation, une question spirituelle ? »**

**Séance du
Mardi 15 octobre 2013
19h00-21h00**

Edouard TETREAU

Président fondateur de la société Mediafin et du site www.etatsuniseurope.com

« Une Europe plus petite dans le monde global »

Discutant : Dov ZERAH

Conseiller Maître à la Cour des comptes,
ancien directeur général de l'Agence Française du Développement (AFD)

Liste des participants

Présents

ARJAKOVSKY Antoine
BOTBOL-LALOUE Laurence
BOYER Yves
de BOYSSON Olivier
COPSIDAS Marina
COSSON Gilles
DUMOULIN Marc
DUVAL-STALLA Alexandre
de GALBERT Michel
GARDETTE Jean-Claude
GREGOIRE Laurent
GUGGENHEIM Antoine (Père)
HUNTZINGER Jacques
JACHIET Denis (Père)
JAY François
LE DUC Jean-François
LOISELEUR des LONGCHAMPS Hubert
MIGNON Patrice
MOREL Pierre
MORIN Eric (Père)
MOULONGUET Thierry
PELISSIER Gervais
PICARD Vincent
REGNIER Valérie
RIVIERE Françoise
ROD Jean-François
ROGER Baudouin (Père)
de ROMANET Antoine (Père)
ROUER Maximilien
ROUER Capucine
TESTARD Gérard
TETREAU Edouard
TSHIBANGU Didier-Joseph (Père)
VERGER Daniel
de VIRVILLE Michel
ZERAH Dov

Excusés

ABENSOUR Gérard
BARBE-WOLFFSHEIM Sophie
COLLOMB Bertrand
CRANE Emmanuelle
de DINECHIN Frédéric
DUMONT Gérard-François
FABER Emmanuel
FAIVRE-TAVIGNOT Bénédicte
d'IRIBANE Philippe
LAFOURCADE Olivier
MINVIELLE Pol-Henri
PIGEAT Henri
POULAT Emile
REDOUIN Jean-Paul
ROUX de BEZIEUX Sabine
SEGRETAIN Philippe
SCIALOM Ilan
de TONQUEDEC Guy
de VAUPLANE Hubert
VIANNA Pedro
ZINSOU Lionel

Compte-rendu détaillé

Antoine ARJAKOVSKY, Codirecteur du département « Société Liberté Paix » du Collège des Bernardins, salue les membres de la Chaire Andrea RICCARDI et ouvre la deuxième séance de l'année 2013/14 du séminaire, consacrée à « **Une Europe plus petite dans le monde global** ». Ce thème a été confié à Edouard TETREAU, président fondateur de la société de conseil en stratégie MEDIAFIN et professeur à HEC Paris. Le discutant de la séance sera Dov ZERAH, conseiller maître à la Cour des comptes et ancien directeur général de l'Agence française du développement (AFD).

Antoine ARJAKOVSKY remercie les deux intervenants d'avoir accepté l'invitation du Collège des Bernardins. Il présente leur parcours professionnel (voir biographies en annexe), puis leur cède la parole.

Communication

Edouard TETREAU est très heureux et très honoré d'intervenir au Collège des Bernardins et remercie les membres de la Chaire de s'être déplacés pour une conférence sur l'Europe parce qu'aujourd'hui, l'Europe ennueie tout le monde ! Si on veut ne pas être publié ou faire un record de mévente dans l'édition, il suffit de mettre « Europe » dans le titre ! L'Europe n'intéresse plus grand monde.

Le thème de la discussion de ce soir est écrit comme une affirmation : « *Une Europe plus petite dans un monde global* ». Une chose est sûre : le sujet de ce soir n'est pas petit...il est même « globalement » immense ! Il propose d'en jeter quelques contours en le délimitant avec les mouvements suivants :

- **« Une Europe plus petite dans un monde global » ?**

Rappel du déclin historique, diplomatique et politique de l'Europe depuis 1913

A l'aune de l'Histoire -et le lieu millénaire où nous nous trouvons nous y invite- la réponse est en effet évidente. Imaginons que nos aïeux se soient réunis dans cette même salle, il y a exactement un siècle, le 15 octobre 1913. La mondialisation était à son pinacle : liberté des échanges, commerce intense entre les cinq continents, en particulier l'Asie, ouverte à coups de canon (Japon, Chine) au commerce mondial.

L'Europe n'était pas seulement le centre du monde ; elle était pratiquement LE monde. L'Inde était britannique ; l'essentiel de l'Afrique et de ses ressources était française, belge, britannique. Pareil pour le Moyen-Orient et son pétrole. Malgré la révolte des Boxers, la Chine restait sous influence américaine, et européenne. Le centre de la finance mondiale était à Londres. L'Amérique, décimée après une guerre civile ayant fait 500.000 morts, n'avait pas encore pris son leadership sur le monde.

La suite de l'histoire est connue : le double suicide de l'Europe (1914-1918 et 1939-1945), la moitié de l'Europe sous protectorat soviétique, l'autre sous la protection américaine pendant près d'un demi-siècle. Puis vint l'effondrement de l'URSS. Le triomphe du « consensus de Washington », ce cocktail imbattable de démocratie et d'économie de marché, qui devait assurer 1.000 ans de paix et de prospérité dans le monde (*La Fin de l'Histoire, Francis FUKUYAMA*). Francis FUKUYAMA s'est trompé : la crise financière de 2008, l'avènement de la Chine et des grands pays appelés encore par erreur « émergents », le printemps arabe..., montrent bien que l'Histoire est à nouveau en marche. Mais elle ne fait pas l'objet d'un « consensus ». Elle ne s'écrit plus à Washington. Encore moins en Europe.

Edouard TETREAU retient trois exemples récents qui montrent, jusqu'à la caricature, à quel point l'Europe s'est diluée, effacée dans la mondialisation :

- ***Le sommet de Copenhague*** : l'Europe, dans ses valeurs et comportements *at home*, est en avance sur le monde en termes d'écologie. Le souci de préserver l'environnement l'anime. Lors du Sommet de Copenhague de décembre 2009, elle s'est transformée en hôtelier gratuit du monde entier, laissant aux États-Unis et à la Chine le soin de finaliser leur absence d'accord, pour l'imposer au reste du monde.
- ***L'absence singulière de la diplomatie européenne sur tous les grands dossiers internationaux*** : la diplomatie européenne, incluant ses aides au développement, est dotée d'un budget pharaonique : 60 milliards d'euros tous les sept ans. Où était-elle, lors de tous les événements du printemps arabe, qui se déroulaient à sa porte? Tunisie, Egypte, Syrie, Lybie..., l'Union Européenne n'est nulle part. Elle est tout aussi absente sur les conflits africains (Somalie, Mali) et le conflit israélo-palestinien, pourtant intimement lié à l'histoire européenne.
- ***Un exemple personnel*** : il y a quelques mois, il était dans un des principaux pays du Moyen-Orient, pour ses activités professionnelles. Il rencontrait l'un des dirigeants de ce pays, et lui faisait l'apologie de la capacité des pays européens, notamment la France, à assurer la sécurité de son pays, lui soulignant le risque d'un retrait américain dans la région : « *les Américains vont bientôt être indépendants énergétiquement, grâce au gaz de schiste. Ils n'auront plus besoin de votre pétrole. Les Chinois vont les remplacer dans leur rôle de gendarme de la région. Vous feriez mieux de vous adosser à nous, Européens, que vous connaissez bien...* ». La réponse a fusé en trois syllabes : Kosovo. « *Vous vous moquez de moi ? Il y a 20 ans, vous avez été incapables de régler un petit (sic) conflit civil interne à l'Europe ; il a fallu que les Américains s'en mêlent pour faire cesser la barbarie chez vous. Alors, pour assurer notre sécurité, merci de votre offre, mais nous préférons de loin les Américains aujourd'hui, les Chinois demain.* ».

L'Europe de la Défense, en 2013, est une chimère et le cadet des soucis de l'Union Européenne : le budget de l'Agence Européenne de Défense est de 30 millions d'euros. A titre de comparaison, le budget annuel de la défense russe va passer de 50 à 80 milliards d'euros d'ici 2016 ; celui des États-Unis est autour de 400 milliards d'euros, celui de la Chine, autour de 100 milliards d'euros.

Une Europe...immense ?

Oui, L'Europe, et avec elle l'Occident, est devenue plus petite dans un monde plus global. Et pourtant...elle est immense ! Si l'on veut bien admettre que les chiffres suivants ne sont pas des statistiques de propagande, l'Europe en 2013, l'Union Européenne, c'est :

- 500 millions d'habitants ;
- 4,5 millions de kilomètres carrés ;

- un PIB de 18.000 milliards de dollars, supérieur à celui des États-Unis, trois fois supérieur à celui de la Chine. ;
- une épargne financière disponible, pour la seule zone euro, de 12.000 milliards d'euros !

L'Europe est vaste, a une grande population et est immensément riche.

Les langues majeures de l'Europe, anglais, français, espagnol, portugais sont parlées dans le monde entier. Quant à la démocratie, invention européenne « *A l'échelle mondiale, le nombre de pays qui ont adopté les caractéristiques clefs de la démocratie est passé de moins de 60 en 1985 à plus de 140 en 2007* ». C'est l'ONU qui le dit. L'Europe continue d'avoir une influence majeure dans le monde, en effet totalement disproportionnée par rapport à sa démographie. C'est particulièrement vrai dans le monde de l'entreprise : dans le classement Fortune des 500 plus grandes entreprises mondiales, l'Europe est médaille d'or, avec 159 lauréats ; les États-Unis suivent (132) ; la Chine est loin derrière (73). Au Conseil de Sécurité de l'ONU, les pays européens représentent 40 % des sièges permanents.

Enfin, étant au Collège des Bernardins, on ne passera pas sous silence l'immense influence de l'Europe dans le monde entier, via Rome et le Saint-Siège. On voudra bien ici admettre que l'influence du Pape François dans le monde, sur les 1,2 milliards de chrétiens, dépasse celle de ses 3 millions de « *followers* » sur Twitter...

Singulier contraste. Une Europe petite, rabougrie ; ou, une Europe immense, continuant de déployer ses ailes, son ADN, son « code » dans le monde entier, après des siècles de conflits internes, de guerres et la longue et douloureuse parenthèse de la colonisation ? Une Europe à l'agonie, ou une Europe infinie ?

Gulliver enchaîné...mais qui sont les Lilliputiens ?

Serait-on en face d'une Europe-Gulliver, enchaînée par de médiocres Lilliputiens, qui seraient :

- *les États eux-mêmes, leurs égoïsmes et la compétition des intérêts nationaux empêchant l'émergence d'une Europe unie et grande ?*

Le meilleur exemple récent est donné par la gestion de la crise de l'euro : le chacun-pour-soi à tous les étages. Chaque État a suivi sa propre feuille de route : son petit plan de relance, son petit ou grand plan d'austérité, sa petite loi censée mieux encadrer les acteurs les plus dangereux de l'économie mondiale que sont devenues, souvent à leur insu, les banques (risques systémiques) et les fonds spéculatifs.

Il y a eu de longues et laborieuses discussions autour des G8, G20, des Conseils européens. Pas une seule décision commune. Des communiqués de moins en moins engageants, montrant à quel point le roi était nu.

Edouard TETREAU explique que dans ses cours sur *le management des crises* à HEC, un des principaux enseignements est l'opportunité que représente une crise pour souder une équipe, une entreprise, créer ou reconstituer une dynamique collective, défensive puis offensive, autour de la crise. La crise de l'euro a été cette formidable occasion : elle n'a pas été saisie.

A qui la faute ? On pointe souvent du doigt l'Allemagne, alors qu'elle a consenti un effort financier constant, supérieur à celui de tous les autres, en proportion de son PIB, pour éviter le pire. En même temps, dès qu'il a été question d'instaurer une loi de supervision bancaire au niveau européen, l'Allemagne a tout bloqué, refusant que l'on ouvre les livres de comptes, plus que douteux, de ses banques régionales. Dans un autre registre, l'énergie, peut-on faire davantage cavalier seul que l'Allemagne, et sa décision unilatérale d'arrêter le nucléaire, sans se concerter avec le moindre de ses partenaires, après Fukushima ?

Est-ce la faute de la Grèce, qui a triché sur ses comptes publics et n'aurait jamais dû rentrer dans la zone euro ? La faute de l'Espagne, qui s'est gorgée de crédits à taux excessivement bas, grâce à l'euro, et s'est jetée dans la spéculation immobilière au lieu de consolider son économie ? La faute de l'Italie de Silvio BERLUSCONI ? La faute de la Grande-Bretagne insulaire ? Et que dire de la France, et du viol répété, annuel, de ses engagements ratifiés par le Traité de Maastricht ?

La faute réside d'abord dans l'incapacité des États européens à dépasser leurs intérêts propres, à ne pas voir plus loin que le bout de leur nez et de leurs frontières. Bientôt un siècle après le début de la guerre de 1914-1918, et malgré les 60 années de paix et de prospérité apportées par le processus d'union européenne, lancé par Jean MONNET et Robert SCHUMAN, les États européens n'ont toujours pas réussi à neutraliser ou dépasser leurs égoïsmes nationaux. Lorsque nous aurons une crise de l'Union Européenne non pas « *seulement* » financière, mais civile ou militaire à l'intérieur, quelle réponse ces États apporteront-ils alors ?

Mais les États européens ne sont pas seuls responsables, loin de là. Les États et l'Union Européenne ont été manœuvrés par une coalition d'intérêts particuliers bien organisés.

- ***la somme des intérêts particuliers, industriels et financiers, qui manœvreraient l'Europe à leur guise et l'emberlificotaient dans les rets et les fils de lobbies bien organisés ?***

Les lobbies manœuvrant l'Union Européenne ne sont pas un fantasme, mais une réalité mesurable et objective. Dans la crise de l'euro, le plus puissant des lobbies fut celui des banques, en France et en Grande-Bretagne notamment. Ce lobby a réussi l'exploit d'enterrer toute velléité de réforme bancaire qui aurait mis sous tutelle, ou réduit à sa portion congrue, les activités de marché et la taille des banques privées représentant un multiple du PIB des pays dans lequel elles opèrent. Et un danger systémique non contrôlable et non contrôlé, comme l'ont démontré les banques les mieux gérées en France, et sans doute en Europe (la Société Générale découvrant les positions de Jérôme KERVIEL ; la BNP Paribas découvrant l'existence de produits « *subprimes* » dans ses actifs à l'été 2008). Cette réalité est largement documentée, et de longue date¹.

Bruxelles est devenue l'autre capitale mondiale du lobbying, avec Washington. La ville compte 2.500 organisations de lobbying faisant travailler entre 15 et 20.000 personnes. La pression est forte sur les 27 commissaires européens et ceux des 766 députés européens qui travaillent effectivement au Parlement, plutôt que dans leurs mairies d'arrondissement parisiennes.

Le résultat de ces travaux de lobbying se lit chaque année dans les budgets de l'Union Européenne et particulièrement cette année 2013, pourtant « *année du citoyen* » en Europe.

- ***une Bruxellocratie pléthorique, déconnectée des réalités des peuples qu'elle est censée encadrer²***

2013 est « *l'année du citoyen* » dans l'Union Européenne. C'est en 2013 que fut voté le cadre pluriannuel (7 ans) du budget de l'Union Européenne. Un budget particulièrement éloquent : pendant des mois, les États et les lobbies se sont battus pour aboutir au résultat suivant : près de 1.000 milliards d'euros à dépenser sur 7 ans. Qui avait dit que l'Europe était pauvre ?

¹ Cf. Gaël GIRAUD, l'« Illusion financière » ; Joseph STIGLITZ

² Cf. <http://www.etsuniseurope.com/281/>

Sur ces 1.000 milliards d'euros,

- 420 milliards d'euros pour l'agriculture et d'abord, l'agriculture française et tant pis, si cette dernière est l'une des moins « bio » des pays occidentaux ;
- 300 milliards d'euros pour la cohésion pour la croissance et l'emploi, c'est-à-dire les transferts de moins en moins légitimes des pays dits « riches » vers les pays dits « pauvres » : 15 départements français ont un PIB par habitant inférieur à celui de la Grèce... ;
- 60 milliards d'euros pour la diplomatie, incluant des aides au développement massives, pour lesquelles l'Union Européenne ne perçoit aucun dividende en termes d'influence, de coopération mutuelle avec les pays dits « émergents » ;
- 60 milliards d'euros de frais de fonctionnement de l'administration bruxelloise ;
- et combien pour le programme Erasmus qui a failli passer à la trappe ? 30 millions d'euros ! A peine plus que le budget « défense » de l'Union Européenne.

L'Union Européenne, manœuvrée par la compétition des intérêts des États, des lobbies et de l'administration européenne elle-même, habite sur une autre planète que celle des citoyens qui la composent.

L'Union Européenne, c'est 25 millions de chômeurs ; hors Allemagne, un jeune sur trois de moins de 25 ans est au chômage (30,5 % dans la zone euro). Dans un monde où s'empilent les menaces, du terrorisme djihadiste d'Afrique du Nord, de l'Est et de l'Ouest, au réarmement russe, en passant par le printemps arabe, la bombe nucléaire iranienne, alors que les États-Unis ont annoncé et amorcé leur désengagement militaire en Europe, l'Europe fait le choix budgétaire de ne pas se défendre. Elle consacre des « piécettes » à sa survie : 30 millions d'euros vont être consacrés entre 2014 et 2020 à l'aide au développement, aux campagnes de préadhésion des nouveaux membres...mais dix fois moins à la « politique étrangère et de sécurité commune » (2,5 millions d'euros).

Des « lilliputiens » aux « boucs émissaires » de l'Europe

La liste est longue des « Lilliputiens » de ce GULLIVER enchaîné que serait l'Europe. On pourrait aussi l'allonger des « boucs émissaires » que l'Europe a toujours su convoquer dans son histoire pour s'absoudre de ses propres échecs et impuissances.

Et si le rabougrissement, l'impuissance et l'échec de l'Europe n'étaient pas l'œuvre d'un *grand complot* contre l'Europe ? Le constat objectif qui vient d'être fait d'une Europe manœuvrée par des États, des lobbies et une administration œuvrant d'abord pour leurs intérêts propres, peut vite dérapier dans la stigmatisation des « boucs émissaires ». L'Europe des « *petits bureaux* », l'Europe des « *fédérastes* » de Jean-Marie LE PEN, la liste est longue des « boucs émissaires » de l'Europe :

- *Le complot anglo-saxon contre l'Europe* : on pointera ici le rôle effectivement ambigu de l'Amérique lors de la crise des « *subprimes* » américains, rapidement transformée en « *crise de l'euro* ». Exemple vécus et tirés du livre « *20.000 milliards de dollars* » (Edouard Tétreau)
- *L'« islamisation » contre l'Europe* : on renverra aux idées (« *Le grand renversement* » de Renaud CAMUS) et comportements toxiques du moment, révélateurs du moment dans lequel on se trouve.
- Les nouvelles « *invasions barbares* », du péril jaune à la démographie africaine en passant par les Roms.

Conséquence de cet état d'esprit et de ces représentations, très médiatisées qui semblent resurgir des heures les plus noires de l'histoire européenne : nous assistons à une montée fulgurante des nationalismes et tribalismes dans l'Europe aujourd'hui. Les scores et intentions de vote pour les partis d'extrême droite et nationalistes en Europe le démontrent :

- En Grande-Bretagne, l'UKIP est à 17 % d'intentions de vote ; une majorité de Britanniques préféreraient quitter l'Union européenne si un referendum se tenait aujourd'hui ;
 - En France, la percée du Front National (FN) dans les sondages et les élections locales en 2013 pourrait en faire le premier parti de France à l'issue des élections européennes, dans quelques mois ;
 - Lors des dernières élections italiennes, 1/3 des suffrages est allé au parti d'un COLUCHE transalpin, Beppe GRILLO ; un tiers au parti de Silvio BERLUSCONI ayant fait la campagne la plus xénophobe (germanophobe) qu'ait connu l'Italie depuis l'après-guerre ;
 - En Grèce, le parti d'extrême droite Aube Dorée était crédité de 14 % d'intentions de vote, jusqu'à l'assassinat d'un rappeur par un militant d'Aube Dorée et l'incarcération de son dirigeant ;
 - En Autriche, le parti d'extrême droite de Heinz-Christian STRACHE a obtenu 21 % lors des dernières élections législatives
- **« Nous sommes responsables de tous et de tout, et moi avant tous les autres », Ivan KAMARAZOV**

L'enfer européen, les Lilliputiens de l'Europe-Gulliver, ce seraient donc les autres...Formidable moyen pour exonérer les citoyens, les opinions et les peuples européens –et ceux qui les influencent et les dirigent– de toute responsabilité dans le rabougrissement de l'Europe.

Edouard TETREAU soutient une idée radicalement inverse : si l'Europe, malgré –ou précisément à cause de– son immense richesse financière, son abondance de biens matériels comme immatériels (qualité de l'environnement, espace, esprit pacifique) est en train de disparaître de la scène mondiale, c'est à cause des Européens eux-mêmes.

Et particulièrement à cause des générations aujourd'hui au pouvoir, ces enfants gâtés de l'après-guerre, les enfants de mai 1968 qui n'ont connu que la paix, la prospérité et la très égoïste poursuite de leur bonheur individuel. Ne consacrant même pas le minimum vital pour assurer leur intégrité et leur souveraineté dans les domaines stratégiques (budget de la défense européenne, budgets de sécurité sociale), ils préfèrent financer leur confort petit-bourgeois et jettent aux orties ce qui définit précisément l'esprit européen et ce que l'Europe a de meilleur : son humanisme authentique, son profond altruisme que les puissances voraces du moment –Russie, Chine et Amériques– sont incapables de comprendre.

L'esprit européen, ce « *je-ne-sais-quoi* » pour reprendre les termes de Vladimir JANKELEVITCH, fait de tolérance, de souci et de prise en compte de l'autre, d'amour de la diversité ; cette capacité à passer les frontières, à dépasser les strictes bornes de son petit intérêt propre ; cet esprit-là est consubstantiel à l'idée même de l'Europe. Et les générations aujourd'hui au pouvoir lui tournent le dos. Elles croient qu'elles pourront « *s'en sortir* » en pratiquant le « *chacun-pour-soi* » : la Grande-Bretagne hors de l'Europe, l'Allemagne sans la France, l'Espagne et le Portugal avec l'Amérique du Sud, et tant pis pour ses voisins immédiats. Ceux qui ont un emploi, un statut, une retraite, et tant pis pour les autres. Ceux qui peuvent consommer, polluer et s'endetter sans penser à demain, laissant aux générations qui viennent le soin d'assumer l'héritage, et de vivre avec.

Si l'Europe va mal, si elle est si rabougrie aujourd'hui dans un monde en apparence pleine expansion, c'est bien parce que les Européens...ne sont plus européens, justement. « *Rome n'est plus dans Rome* », de la même façon que l'idée de l'Europe a quitté les Européens.

- **De la nécessité d'une renaissance européenne**

On pourrait s'arrêter à ce constat-là : celui d'une Europe sans projet, sans identité, se résumant à ce que les autres attendent d'elles : un marché ; un espace à (re-)peupler, une corne d'abondance et de bien-être à visiter régulièrement (le « Disneyland » du monde), ou à piller. Tant pis pour elle, et tant pis pour nous.

Ce scénario est effectivement une possibilité, à regarder en face, comme on regarde la possibilité de sa propre disparition. On pourra trouver un certain réconfort en relisant Saint Jean (12, 24-25) : « *Si le grain de blé qui est tombé en terre ne meurt, il reste seul ; mais, s'il meurt, il porte beaucoup de fruit* ». Peut-être est-ce cela, la vocation de l'Europe : laisser la place au reste du monde, au « *Nouveau Monde* », en espérant que ce dernier prendra le soin de prendre le meilleur de l'héritage européen, et exercer son « *droit d'inventaire* » pour le reste.

Edouard TETREAU explique qu'il ne partage pas cette idée. D'abord, parce que l'Histoire a appris que l'Europe, dans ses moments de régression –et nous y sommes aujourd'hui–, représentait un danger de mort pour elle-même et pour les autres. Les deux dernières guerres européennes furent des guerres mondiales.

Ensuite, pour ceux qui croient que « *la croissance économique pardonne tous les péchés* », il voit mal comment la Chine, pour ne parler que d'elle, se porterait bien si son premier client, l'Union Européenne, disparaissait ou rentrait en récession. Hu JINTAO l'avait ainsi formulé : *en-dessous de 7 % de croissance annuelle, la stabilité politique et sociale de la Chine n'est pas assurée*. Où serait la croissance mondiale, si 25 % du PIB mondial chutait ?

Enfin et surtout, comment imaginer un instant que cette gigantesque destruction de capital humain, que représente l'inactivité pour un jeune sur trois en Europe, cette population étant particulièrement éduquée, se fera sans heurts ni violences ? Un jeune sur trois au chômage : on a connu des guerres civiles pour bien moins que cela.

Autrement formulé : la renaissance européenne n'est pas une option agréable, mais une nécessité pour les Européens eux-mêmes et pour le reste du monde.

- **La possibilité d'une renaissance européenne**

Edouard TETREAU soutient qu'il existe non seulement la nécessité d'une renaissance européenne, mais aussi la possibilité d'une telle renaissance. Elle ne se fera pas en quelques trimestres. Il s'agit de l'œuvre d'au moins une génération et cette génération n'est peut-être pas encore née. Mais, de la même façon que les vieilles nations ne meurent jamais, il ne serait pas raisonnable d'anticiper la disparition de l'Europe. « *Le miracle, c'est d'être vivant dans un monde de morts* ».

L'existence même de l'Europe aujourd'hui, après son double suicide au siècle dernier, est ce miracle. Qui, en 1950, sur les cendres encore brûlantes de la deuxième guerre mondiale, avait vu venir le projet fou de Robert SCHUMAN et Jean MONNET, cette Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier qui donnera naissance à une Union des pays européens, d'abord entre les grands adversaires d'hier, la France et l'Allemagne ? Puis une Europe à six, dix, douze, quinze, et bientôt 28 Etats ?

Qui, en 1989, avait vu venir l'effondrement du Mur de Berlin ? Qui, à la fin du 14^{ème} siècle, avait imaginé la découverte du Nouveau-Monde, la Renaissance italienne, puis de toute l'Europe, moins d'un siècle après la Peste Noire ? La possibilité d'une Renaissance européenne existe.

- **Les voies d'une renaissance européenne**

Edouard TETREAU identifie **cinq voies possibles pour une renaissance européenne**. Il a emprunté les trois premières qui se sont révélées des impasses.

- **Une initiative franco-allemande majeure :**

On voit mieux l'Europe de loin, ses forces, ses faiblesses, sa nécessité ou son inutilité. Edouard TETREAU en a fait lui-même l'expérience en partant vivre quelques années aux États-Unis. Il en est revenu avec un site – **www.etatsuniseurope.com** – et une obsession : proposer, publiquement ou dans ses entretiens avec les différents responsables politiques qu'il peut rencontrer, les voies concrètes pour une plus grande union politique entre les pays européens.

La première voie, évidente au regard de l'Histoire, est celle du franco-allemand. Pour Edouard TETREAU, cette voie-là est une impasse : plus personne n'en veut aujourd'hui, à commencer par les Allemands et les Français eux-mêmes.³

- **Une CECA Bis**

L'autre voie possible était de rendre le projet collectif européen plus désirable, plus concret et plus enthousiasmant pour les Européens eux-mêmes. Marcher, en somme, dans le sillage de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) de Jean MONNET et Robert SCHUMAN : c'est dans la mise en commun, concrète et pratique, de nos intérêts, en particulier économiques, que nous arriverons à recréer une envie d'Europe chez les Européens eux-mêmes.

Or, aucun État ou institution européenne, malgré les moyens dont ils disposent pour le faire, ne veut procéder à une telle mise en commun.⁴

- **« Reset Europe »**

La France, l'Allemagne, les États européens et la Commission Européenne étant incapables de prendre une initiative majeure, « *du haut vers le bas* », pour relancer l'Europe, Edouard TETREAU s'est dit qu'il fallait explorer le « *grass-roots* » : la possibilité d'une campagne du « *bas vers le haut* ». Créer un mouvement populaire en s'appuyant en priorité sur ceux qui feront l'Europe de demain -les jeunes générations-. Ayant vécu de près la campagne de Barack OBAMA de 2007-2008 aux États-Unis, qui était un modèle du genre, et un modèle pionnier, il a donc décidé en 2012 de lancer avec un groupe d'étudiants, une initiative baptisée « *Reset Europe* », dont on peut encore trouver des traces sur la Toile.⁵ La raison de son échec : parmi les jeunes générations, l'Europe n'intéresse plus personne ! Elle est même devenue un repoussoir. Il y avait peut-être un « *rêve européen* » ou, tout au moins, une nécessaire idée européenne pour sa génération et celles du dessus, mais le rêve et la nécessaire idée ont disparu, non pas dans le bain de la mondialisation, mais dans la lessiveuse d'une Union Européenne désincarnée.

- **Un coup d'État démocratique, ou la prise de pouvoir par le Parlement de Strasbourg**

Une seule institution européenne a la légitimité démocratique : il s'agit du Parlement européen et de ses 751 députés, tous élus au suffrage universel direct, mais à la proportionnelle. Edouard TETREAU explique qu'il a, à un moment, pensé que ce Parlement pouvait prendre le pouvoir à partir de 2014, qu'il pouvait répliquer, d'une certaine façon, l'exploit des parlementaires américains réunis à Philadelphie le 4 juillet 1776 : la création, par proclamation, des « *États-Unis d'Europe* » devant

³ Cf. Propositions Montaigne, septembre 2009 : <http://www.institutmontaigne.org/fr/publications/entre-g2-et-g20-leurope-face-la-crise-financiere>; un ministre allemand à Paris, un ministre français à Berlin : <http://www.etatsuniseurope.com/les-echos-25-09-2013/>

⁴ Cf. L'agenda 2020 de Bruxelles, financé par un Grand Emprunt, ou de la création monétaire par la BCE- Un Plan Marshall pour l'Europe, financé par les Européens : <http://www.etatsuniseurope.com/category/articles/page/14/>

⁵ Cf. www.reseteurope.com

s'imposer aux États nationaux. On est dans la chimère la plus totale. D'abord parce que le Parlement de Strasbourg n'a pas de dents. C'est une « *empty box* », une boîte vide qui n'a pratiquement aucun pouvoir d'initiative et ne lève aucun impôt. Il est, de facto, à la merci des décisions des États européens qui, eux, gardent la vraie souveraineté.

Le jour où cette proclamation sera faite, que se passera-t-il ? Au mieux, les différents États européens feront mine de n'avoir rien entendu, gardant soigneusement les clés des décisions européennes, notamment le budget (de facto décidé par les États au Conseil européen) et la politique monétaire (décidée par les États et leurs représentants au board des gouverneurs). Cette proclamation sera ridicule.

Mais imaginons, à partir de juin 2014, une troupe de députés déterminés, les futurs JEFFERSON, FRANKLIN, ADAMS... Ils proclament les États-Unis d'Europe, agitent Bruxelles, Strasbourg, Francfort et l'Europe de Londres, c'est-à-dire celle des marchés financiers. Le jour où les États estimeront que la plaisanterie a trop duré, ils enverront les chars, comme l'État russe l'a fait contre le Parlement en 1994, ce dernier voulant prendre le pouvoir, fort de sa légitimité démocratique.

La conclusion de cette conférence pourrait donc dessiner les contours d'une impasse dangereuse. En somme, on a tout essayé pour sortir l'Europe de l'ornière. Pour éviter qu'elle ne retrouve ses vieux démons, ne replonge dans « *l'Europe d'avant* », celle des guerres religieuses, civiles et militaires.

Cela a duré 60 solides années, de 1945 jusqu'au rejet par les Français, par referendum, d'une constitution européenne. Depuis cette date -et ceux qui ont favorisé le « *non* » au referendum de 2005 portent une lourde responsabilité devant l'Histoire, bien plus lourde qu'une tâche dans un CV- l'Europe n'a pas cessé de régresser. La crise de l'euro en 2009 aurait pu être l'occasion d'un sursaut : elle a été la confirmation de la fin de cette Europe-là, la fin d'une parenthèse heureuse et douce, la fin du rêve européen et donc, le retour à l'Europe d'avant.

Une seule voie n'a pas été explorée : celle d'une renaissance française, pour faire renaître l'Europe.

En conclusion, l'Europe, une idée française : pas de renaissance européenne sans une renaissance française

Edouard TETREAU déclare qu'il soutient l'idée, contre les excès de prudence et de timidité, que l'Europe dont nous parlons -une Europe unie, où les pays dépassent leurs propres intérêts et frontières ; une Europe tolérante, où le miracle de la mixité et de la coexistence pacifique d'ethnies, religions et races différentes se produit ; une Europe altruiste, soucieuse de paix, de prospérité, et d'équilibre ; une Europe de l'art-de-vivre, de la culture, ouverte sur tous les mondes, l'Afrique et le Moyen-Orient au Sud, la Russie et l'Asie à l'Est, les Amériques à l'Ouest- cette Europe-là est une idée française.

Cette Europe-là, qui n'est pas l'Europe-puissance, mais l'Europe-tolérance dont le monde a besoin, bien plus que le consumérisme américain ou le mercantilisme chinois, va mal justement parce que la France va mal. L'Europe se rabougrit parce que la France se replie sur elle-même. L'Europe retrouve ses vieux démons parce que la France les épouse à nouveau : l'antisémitisme, la haine des riches, la haine de l'étranger, la peur de l'islam, la haine des élites, qu'elles soient politiques, financières, enfin, et surtout, la haine de soi.

Osons le mot : il existe une forme de dépression de l'idée européenne, du projet européen, parce qu'il existe une forme de dépression française. L'un et l'autre sont intimement liés. « Dépression française », car la France en présente effectivement tous les symptômes : la mésestime ou le dégoût de soi ; l'incapacité à nous juger tels que nous sommes : 5^{ème} puissance économique mondiale, pays de cocagne où l'on vit mieux qu'ailleurs, où l'on est soigné mieux qu'ailleurs, éduqué moins cher qu'ailleurs, etc. Le refus, systématique et construit, de concevoir un avenir prometteur, un lendemain

meilleur qu'aujourd'hui. La capacité à tout voir en gris, si ce n'est en noir. Les pulsions suicidaires, aussi : les votes extrêmes, à gauche comme à droite, n'en sont-elles pas une manifestation ? Enfin, la quête douloureuse de l'identité. « *Qu'est-ce qu'être français* », fut le grand débat de 2008-2009. Nous attendons la réponse. Alain FINKIELKRAUT y répond, en désignant notre *Identité Malheureuse* (Stock).

Des critères plus objectifs viennent nourrir, ou plutôt abreuver, ce constat : la France est, avec la Russie et quelques pays d'Europe de l'Est, l'un des recordmen mondiaux de consommation d'alcool, devant la Pologne et le Royaume-Uni (13,7 litres d'alcool pur par habitant, juste derrière la Russie avec 15 litres). Elle détient le record mondial de la consommation de psychotropes.

Les clés de la « renaissance » européenne sont à portée de main. Elles ne sont pas dans le galimatias bruxellois, ni dans les tables de *trading* de Londres, ou les coffres de Francfort. Elles ne sont pas à Berlin, l'Allemagne n'ayant ni l'ambition ni les moyens de prendre le leadership du projet européen ; encore moins dans la « boîte vide » du Parlement de Strasbourg. Elles sont ici mêmes, en France, à Paris. La question est : existe-t-il en France encore suffisamment d'énergie vitale, de capacité de projection, de confiance dans l'avenir, pour que les générations qui viennent nous sortent de notre dépression du moment ?

On connaît hélas les ressorts d'une dépression et ce qui doit être mis en œuvre pour en sortir :

- la prise de conscience qui peut être brutale, de cette maladie qui tue ;
- les chocs pour rebondir ou pour relancer la machine ;
- enfin, un travail sur soi, de longue haleine, dans deux directions. Pour renaître, sortir d'une dépression, il faut commencer par « *tuer ce qui nous tue* », nous libérer de tout ce qui nous entrave. Et ensuite, redécouvrir ce qui nous constitue, au plus profond de nous-mêmes. Quelle est notre identité profonde, matricielle ? Pour sa propre renaissance, l'Italie, puis toute l'Europe, s'est plongée dans l'Antiquité pour retrouver sa raison d'être et d'espérer. L'Italie avant ses barbares.

Qu'est-ce qui nous constitue, au plus profond de nous-mêmes ? Qu'est-ce qui nous entrave, nous empêche d'avancer ? Est-ce que l'histoire du lieu où nous sommes pourrait fournir un indice dans cette double quête ? Le collège des Bernardins, contemporain de Notre Dame et de la Sorbonne, de l'humanisme chrétien, a existé –et de quelle façon !– pendant cinq siècles. Puis, ce fut l'éclipse pour ne pas dire la mise au tombeau. Avec la Révolution Française, le Collège des Bernardins devient tour à tour un grenier à sel, une caserne de pompiers désaffectée ; une carrière de pierres, jusqu'à sa renaissance en 2008.

Voilà ce à quoi nous sommes appelés. Comment y arriver ? Cela fera l'objet d'une nouvelle conférence, ou d'un prochain livre.

Discussion

Dov ZERAH craint qu'à la suite des propos d'Edouard TETREAU qu'il partage et des éclairages complémentaires qu'il va apporter, on ne reparte ce soir un peu déprimés !

Dans quel contexte global vivons-nous ? Depuis vingt cinq ans, nous vivons dans une forme de modification fondamentale du monde. On a cru que la chute du Mur de Berlin serait la fin de l'histoire ou qu'on allait vers un monde unipolaire où la république impériale américaine allait dominer le monde. Cela a failli être le cas si les Américains n'avaient pas commis deux erreurs fondamentales

radicales qu'ont été les interventions militaires en Afghanistan -une intervention qui n'en finit pas de durer- et en Irak. Parce qu'ils n'ont pas pris la mesure du coût de ces interventions, les Américains sont en train de payer, et vont payer encore pendant de nombreuses années, comme ils ont payé dans les années soixante dix les coûts de la lutte contre le communisme et de la guerre au Vietnam, avec pour effets le décrochage par rapport à l'or et finalement le recours aux taux de change variable.

Le risque d'avoir un monde unipolaire ne s'est pas produit puisque le monde n'est pas organisé. Les pays émergents émergent, la Russie pointe le nez, avec beaucoup d'habileté et d'intelligence, dans des conflits relativement limités et circonscrits, pas à vision mondiale. Les pays émergents ne veulent pas prendre leur part au débat et sont plus dans une démarche individuelle de développement. Les Chinois doivent faire plus de 7 à 8 % de croissance pour être en mesure d'absorber chaque année 15 à 20 millions de personnes, sinon ils auront un problème. Et au milieu de tout cela, l'Europe est à la recherche d'un second souffle. Sans parler de double suicide, les deux guerres mondiales ont été tragiques pour l'Europe. Alors qu'à l'origine elles étaient des guerres nationalistes -un affrontement entre le nationalisme français et le nationalisme prussien-, elles s'apparentent aujourd'hui à des guerres civiles. L'Europe est sortie de la Seconde guerre mondiale complètement affaiblie et exsangue; coupée en deux, elle a perdu son leadership mondial.

Très vite, diverses initiatives vont émerger pour organiser des coopérations européennes et développer des synergies entre les anciens ennemis. Commence alors l'aventure de la construction européenne, de l'idéal européen et du défi d'une paix durable sur le continent. Ce pari est réussi puisque l'Europe n'a pas connu de guerre depuis 1945, à l'exception des guerres résultant de la dislocation de la Yougoslavie. Ce pari a été salué par l'obtention du Prix Nobel de la Paix en 2012.

Aujourd'hui, on est confronté à la question fondamentale suivante : l'Europe a-t-elle encore une place économique dans le monde ? Veut-elle à nouveau écrire l'histoire ? Nous avons à faire une sorte de psychanalyse collective pour savoir pourquoi l'Europe n'a plus envie d'écrire l'histoire et un certain nombre d'éléments le montrent effectivement. Est-il possible de changer cette situation ?

Pour cela, Dov ZERAH se propose d'analyser **sept éléments** factuels.

1. La démographie

Nous sommes dans un contexte démographique négatif. Nous allons passer de 7 milliards d'individus à 9 à 10 milliards en 2050. Cette augmentation de 2 à 3 milliards provient à 50 % de l'Afrique subsaharienne et aujourd'hui le dynamisme est en Afrique subsaharienne. Certains disent même que le dynamisme de l'Afrique subsaharienne va supplanter celui des pays émergents dans les 30-40 années à venir. C'est possible mais pas certain. L'augmentation démographique provient à 25 % de l'Inde. De son côté, la Chine remet en cause toute sa politique de l'enfant unique et bouge par rapport à cette problématique démographique. L'Europe apparaît donc comme un continent de basse pression démographique et, comme toujours en pareil circonstance, devient hôte et reçoit des immigrés avec les difficultés qu'on connaît.

2. Les élargissements au détriment de l'approfondissement

Depuis 20 ans, l'Europe s'est progressivement élargie, en passant de 6 membres à 9 en 1973, avec l'entrée du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni, puis à 10, avec l'arrivée de la Grèce en 1981, et à 12, avec l'entrée en 1986 de l'Espagne et du Portugal. Puis, c'est au tour de l'Autriche, la Suède et la Finlande en 1995, portant à 15 le nombre de ses membres. La cinquième vague d'élargissements a été massive. Elle a commencé en 2004 avec l'adhésion de 13 nouveaux États : Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque et la Slovénie. Puis, elle s'est poursuivie en 2007 avec l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie. Les pays membres de l'Union Européenne sont aujourd'hui 27 mais il n'y a aucune véritable communauté.

A la Banque Européenne, on constate que les pays membres n'ont pas les mêmes perceptions, pas la même vision, et ne partagent pas de pacte social. C'est une des raisons pour lesquelles la Constitution européenne n'a pas de véritable sens car il s'agit d'un acte fort puisque c'est un pacte social entre des gens qui ont envie de vivre ensemble. Tous ces élargissements ont donc compliqué les processus décisionnels européens et dilué la capacité d'affirmation de l'Europe.

Depuis le milieu des années quatre-vingt, l'Europe a été engagée dans deux approfondissements majeurs, en plus des nombreuses évolutions de certaines politiques internes : la mise en place du marché intérieur et la création de l'euro. Chacun des approfondissements était en partie justifié par la disparition des barrières réglementaires ou financières pour diminuer les coûts ou les entraves et favoriser les potentialités endogènes de la croissance européenne. Leur disparition était censée créer des sources internes de développement et positionner l'Europe sur un sentier vertueux. Mais cela a-t-il suffi à l'Europe pour préserver son modèle et à être présent dans le concert des Nations ?

3. Le décrochage de la zone euro

On nous avait promis que le marché unique, la monnaie unique allaient apporter un ressort à la croissance interne. Or, de 1989 à 2000, après le marché unique, la croissance de la zone euro a été inférieure de 50 % à celle des États-Unis et dix fois moindre que la croissance chinoise (+ 2 % de croissance pour l'Europe contre + 48 % pour les États-Unis et + 191 % pour la Chine). Au-delà de ces chiffres bruts, les performances américaines sont meilleures en termes d'emploi, de productivité, d'investissement, de recherche. Que s'est-il donc passé depuis la création de la monnaie unique ? De 2001 à 2011, la croissance européenne a été légèrement inférieure à celle des États-Unis, mais l'écart se creuse avec la Chine : + 18,3 % pour l'Europe, + 20,6 % pour les États-Unis et + 226,8 % pour la Chine ! On a donc une Europe qui depuis vingt ans a décroché économiquement.

4. Le creusement des déficits publics

Aujourd'hui, nous ne sommes pas dans une situation où l'Europe peut repartir sur des sentiers de croissance, sur des possibilités de développement économique. Les déficits sont importants et se sont creusés avec la crise par un double effet : la diminution des recettes fiscales consécutives au recul de l'activité économique, diminution accentuée par le coût des mesures de relance de l'activité adoptées pour stimuler l'activité économique. La crainte d'une crise économique justifie qu'on ne soit pas trop regardant sur la dépense et l'accroissement du déficit. Dov ZERAH reprend *la parabole du pompier* qu'il a utilisée dans son ouvrage « *L'exigence d'une gouvernance mondiale* », selon laquelle les dégâts occasionnés par l'eau sont aussi importants, voire plus importants que ceux occasionnés par le feu lui-même. Pour lutter contre la perspective de récession, les Gouvernements ont augmenté les déficits et se trouvent aujourd'hui confrontés à la crise des dettes souveraines.

Il est donc urgent de lutter contre les déficits et l'endettement publics. Avec la monnaie commune, le recours à la dévaluation et à la modification des prix relatifs par une modification du taux de change ne sont plus possibles et la résorption des déficits doit passer par un exceptionnel effort de productivité interne. La forte dégradation des finances publiques constitue une atteinte au respect de la discipline maastrichtienne et les opérateurs ont le sentiment que le non-respect des ratios met purement et simplement le pacte de stabilité entre parenthèses. Certains vont même jusqu'à prévoir l'explosion de la zone euro et la fin de la monnaie unique. C'est une perspective sans fondement politique, ni justification économique. Certes, la crise est profonde et les difficultés des économies sont importantes, mais rien ne justifie d'aller jusqu'à prévoir la fin de l'euro ! Aujourd'hui, aucun Etat membre ne se situe dans une perspective de sortie de la zone euro, de même qu'aucun Etat membre ne souhaite le départ d'un autre. Pour qu'il y ait une sortie de la zone euro, encore faudrait-il la volonté d'un candidat ou la demande des autres partenaires. Rien de tel aujourd'hui !

Le coût de la sortie d'un État de la zone euro, ou de la fin de l'euro, est tel que personne ne peut envisager de le prendre. Il y aurait des dévaluations pour tous les pays, ainsi qu'un renchérissement automatique et difficilement supportable des dettes. Ne pas aider la Grèce aurait occasionné de graves difficultés non seulement à de nombreuses banques détentrices de créances grecques, mais également à la monnaie unique. C'eût été prendre un risque inconsidéré pour la zone euro. La zone euro aurait peut-être supporté le choc d'une insolvabilité grecque, mais après c'eût été au tour de l'Irlande, de l'Espagne, du Portugal, voire de l'Italie, et domino après domino, la zone euro aurait implosé. Aussi, personne n'a envisagé de prendre le risque de laisser la Grèce quitter la zone, car le coût de son maintien est inférieur à celui de son départ et il n'est pas envisageable de prendre le risque d'ouvrir la boîte de Pandore !

5. La politique monétaire sous contrainte

Depuis une vingtaine d'années, l'Europe a eu une politique monétaire sous contrainte jusqu'aux *révolutions de Mario DRAGHI*, le nouveau Président de la Banque Centrale Européenne (BCE), comme les appelle Dov ZERAH. Le jeudi 4 juillet 2013, Mario DRAGHI a déclaré « *Face à une situation de crise exceptionnelle, la BCE a toujours le devoir de faire évoluer sa politique et sa communication...Le conseil des Gouverneurs s'attend à ce que les taux de la BCE restent à leur niveau actuel les plus bas, pendant une période prolongée* ». Cette déclaration a constitué une véritable inflexion pour la BCE qui avait plutôt habitué les opérateurs et observateurs à ne jamais s'engager à l'avance, à garder les mains libres sur ses décisions ultérieures, selon la désormais célèbre sentence de Jean-Claude TRICHET « *We never precommit* », « *nous ne nous engagerons jamais à l'avance* ».

Les marchés ont immédiatement interprété cette déclaration de la BCE comme une évolution majeure, voire une révolution, et ont immédiatement réagi. Dans un monde de volatilités, un tel message cardinal a été, en donnant de la visibilité aux acteurs économiques et financiers, la réponse à la nervosité des marchés. Au-delà de cet impact sur les marchés, cette réorientation a eu deux effets :

- tout d'abord, elle s'inscrit dans une des recommandations du père du monétarisme, Milton FRIEDMAN, à savoir que la politique monétaire doit s'inscrire dans la durée et ne doit pas être l'objet d'a coups, de revirements brutaux. La Banque centrale doit fixer et annoncer les objectifs de création monétaire, ainsi que les principaux taux directeurs, pour permettre aux opérateurs économiques de caler leurs comportements et anticipations sur ces données.
- jusqu'à présent, la BCE laissait entendre qu'en application de ses statuts, sa seule mission était de préserver la valeur intrinsèque de l'euro et donc de lutter contre l'inflation, à la différence d'autres banques centrales, comme celles anglaise ou américaine. Avec une telle déclaration, Mario DRAGHI et la BCE laissent entendre implicitement qu'ils intègrent dans leur prise de décision, en plus de l'inflation, le niveau de l'activité économique et donc du chômage !

Face à une situation exceptionnelle et sans aucune modification juridique, Mario DRAGHI a donc entrepris une véritable révolution bénéfique pour l'activité économique européenne. Il est même parvenu à prendre un dispositif de rachat d'obligations souveraines sur le marché secondaire des États. Dans des pays de droit romain, la subtilité est importante mais on voit combien la subtilité peut être aussi le rempart de l'incompétence des responsables. Ils avaient entretenu l'idée qu'il y avait une règle, gravée dans le marbre de Maastricht, selon laquelle les Banques centrales ne devaient pas financer les Trésors, sans préciser si c'était de manière primaire par rachat direct de bons, ou de manière secondaire par achat sur le marché financier. On vivait dans l'idée que les Banques centrales nationales ou la Banque centrale européenne ne devaient rien faire de tel ! Mario DRAGHI a profité d'une incertitude dans la rédaction du traité de Maastricht pour faire ce que les Américains ou les Britanniques font, ce qui a permis de sauver l'Europe !

Un autre élément important de cette évolution politique, c'est **la révolution sur le taux de change**. Rien ne justifie un taux de change à 1,35. Même si nous ne sommes plus à 1,60 dollars pour 1 euro, le taux de 1,30-1,35 dollars pour 1 euro ne paraît pas correspondre à la comparaison des situations macroéconomiques américaine et européenne, au-delà du fait qu'il handicape les entreprises européennes et favorise certains pays, comme la Chine, dont le taux de change ne correspond pas à leurs impressionnants excédents commerciaux.

On est aujourd'hui dans une situation où on ne sait plus qui dirige la politique de change en Europe alors même qu'elle est un outil important de développement. La répartition des compétences retenue par le traité de Maastricht attribue l'orientation, au décideur politique ECOFIN, voire au Conseil européen des chefs d'État et de Gouvernement, et la gestion des réserves de change et la conduite des opérations de marché, à la Banque centrale européenne (BCE). En réalité, ce partage des responsabilités a conduit à une absence de politique claire : aucune décision de l'ECOFIN ou du Conseil des ministres et une impression de démission face au marché de la Banque centrale européenne.

On se trouve donc dans une situation où on subit ce taux de change à 1,60 et où l'Europe est incompétente à gérer le taux de change. L'Europe accepte un yuan sous-évalué car sa seule préoccupation est de vendre aux Chinois. Elle est dans la même situation que celle que Lénine décrivait en disant « *le capitaliste est prêt à vendre la corde avec laquelle on va le pendre* ». On veut tellement vendre aux Chinois que l'Europe accepte ce taux de change sous-évalué dont les Américains nous font en réalité supporter la charge. L'Europe se retrouve donc dans la situation où elle finance le développement de la Chine et où elle a laissé partir des pans entiers de son industrie. Elle a un modèle économique et financier équivalent à celui d'un rentier !

Tout se passe comme si la disparition du taux de change comme instrument de politique économique en zone euro s'accompagnait d'un abandon de tout volontarisme sur la relation de l'euro avec les autres monnaies. Il est grand temps que les dirigeants européens interviennent pour atténuer les fluctuations de change, inciter le FMI à retrouver ses missions originelles de lutter contre les déficits et les dévaluations compétitives.

6. La remise en cause progressive du système social

L'Europe a les moyens de surmonter la crise, mais cela dépendra de sa capacité politique à prendre un certain nombre de mesures et cela exigera du temps. La question cardinale est celle de l'acceptabilité sociale des effets des politiques de redressement budgétaire.

Au lendemain de la Seconde guerre et durant les « Trente Glorieuses », tous les pays européens ont développé un modèle social basé sur le plein emploi, de plus en plus de protections pour le salarié, avec pour la très grande majorité d'entre eux l'assurance d'un emploi à vie, une réduction régulière du temps de travail, tant dans la semaine que dans l'année et la vie, une couverture de plus en plus étendue de tous les risques de la vie, une intervention de la solidarité pour tous ceux qui n'avaient pas accès au système...un *welfare state* de plus en plus protecteur.

Ce système avait réussi à perdurer malgré les difficultés consécutives aux deux chocs pétroliers, mais il est de plus en plus contesté avec la mondialisation et la confrontation des nouveaux pays émergents ou des pays à fort potentiel de main d'œuvre bon marché, comme la Chine. Les équilibres qui ont fondé le contrat social européen sont rompus et l'ensemble de ses éléments est remis en cause. La relation entre le salarié et son employeur change dès lors qu'il ne lui assure plus la pérennité du contrat de travail et que le marché pousse l'entrepreneur à rechercher une main d'œuvre au meilleur coût avec le minimum d'engagements dans le temps.

Dans le même temps, la société n'est plus, pour diverses raisons tenant au vieillissement et à un chômage important et durable, en mesure de financer un certain nombre d'assurances, d'où des remises en cause de dispositions comme celle de l'âge de la retraite. Les Allemands ont pris quelques longueurs d'avance avec les mesures de Gerhard SCHRÖDER, les Italiens, les Grecs, les Portugais, les Espagnols et les Irlandais sont en train de prendre des mesures qui les font revenir dans la compétition et pendant ce temps là, la France n'envisage de faire passer l'augmentation du nombre des cotisations sociales de 62 à 63 ans qu'à l'échéance de 2017 alors qu'elle devrait se caler immédiatement sur une norme européenne qui serait de 65-67 ans.

Alors que nous avons un modèle social commun, voisin, pourquoi n'y a-t-il donc pas de position européenne commune ou des réglementations identiques sur tous ces sujets de la durée du travail, de l'âge de la retraite, etc ? De la même façon, qu'on n'a aucune politique commune de l'énergie, en particulier de l'énergie nucléaire ou des énergies alternatives, alors qu'il s'agit d'éléments de développement essentiels. L'Europe est donc confrontée à un problème stratégique vital. Les Européens doivent arrêter de ne voir la Chine que comme un formidable marché qui justifie tous les transferts de technologie, toutes les acceptations, toutes les remises en cause. Les Européens ne peuvent pas accepter une remise en cause de leur système social, quelle que soit la légitimité des pays émergents à vouloir accéder au banquet des nations.

7. L'Europe de la connaissance

La science, la recherche et l'innovation sont des éléments indissociables d'une politique de croissance, voire d'une politique de puissance. La place d'un pays ou d'un groupe de pays dans le concert des nations passe par le potentiel de recherche, la capacité à innover. Au-delà de cette considération générale, dans des pays comme les pays européens, à stock de capital fixe élevé et à croissance démographique faible, la croissance ne peut venir que du progrès technique.

Le Conseil européen, réuni à Lisbonne en mars 2000, a pris la résolution de tout mettre en œuvre pour faire du vieux continent d'ici 2010 « *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale, dans le respect de l'environnement* », avec, entre autres objectifs, celui de consacrer à la recherche et au développement public et privé 3 % du PIB, contre moins de 2 % à l'époque.

Or, quand on prend toutes les statistiques sur le nombre de chercheurs, d'ingénieurs, de brevets et sur le classement des universités, l'Europe est totalement marginalisée et en dehors des grands centres. Quatre raisons sont généralement avancées pour expliquer le retard européen : les budgets publics progressent moins vite qu'outre Atlantique, la Recherche & Développement en entreprises est moins dynamique, la recherche militaire s'est effondrée et la recherche universitaire est plus développée aux États-Unis.

Malgré la stratégie de Lisbonne, le ratio R&D/PIB n'a que marginalement progressé au cours des dix dernières années en Europe, dont le retard vis-à-vis des États-Unis et du Japon a eu tendance à se creuser. Au Japon, la part de la R&D a très fortement crû, passant de 3 % du PIB en 2000 à plus de 3,4 % à la fin de la décennie. Le budget fédéral américain a consacré à la recherche 100 milliards de dollars en 2002. Ce montant devrait atteindre 141 milliards de dollars en 2013 et reste de loin le premier budget public en volume alloué à ce domaine.

Pour conclure, quelle peut-être la stratégie pour l'Europe ?

- L'exigence d'un nouvel approfondissement

Les Européens semblent tétanisés par leur histoire, par leurs deux guerres civiles qu'ont représentées les deux guerres mondiales. Ils ne semblent plus vouloir écrire l'histoire, ne paraissent plus être les maîtres de leur destin... Il est grand temps que s'exprime un volontarisme politique européen !

Aujourd'hui, on assiste à la victoire posthume de MACMILLAN sur de GAULLE. Harold MACMILLAN préconisait au début des années soixante, un grand marché européen et le Général de GAULLE voulait une Europe politique et avait proposé à Konrad ADENAUER une sorte de fusion des deux pays, dans la même vision politique qu'il avait en juin 1940 lorsqu'il avait proposé la fusion entre l'Angleterre et la France. Cinquante ans après, on a une Europe des marchands. Ce sont les Bourgeois de Calais qui préfèrent ouvrir leurs portes et laisser les envahisseurs entrer et se servir : *surtout pas la guerre ! Commerçons, on va leur vendre de la dentelle !*

C'est cette vision politique qui aujourd'hui prédomine en Europe. Lorsque de temps en temps la France, ou la France et l'Angleterre, essaient de promouvoir une intervention politique commune de l'Europe, comme par exemple sur l'affaire libyenne, en général il y a toujours des pays pour ne pas suivre. Les Européens sont devenus les *bobos* du monde. Pour prendre quelques exemples, après Copenhague évoqué tout à l'heure, on peut parler de Rio où l'Européen n'était pas invité à la table de la négociation de Rio+20 en juin 2012. On peut aussi parler du conflit israélo-palestinien : pour pouvoir participer au processus de paix, on se présente sous l'argument qu'on serait le bailleur de fonds des autorités palestiniennes. Or il y a, en France et en Europe, des liens historiques avec la Palestine -le serment de Saint-Louis de défendre la communauté maronite- qui peuvent justifier qu'on ne s'ignore pas -d'autant que ce qui se passe là-bas a des effets collatéraux sur l'Europe- et on peut avancer des justifications politiques plutôt que de se présenter comme les banquiers ! On peut enfin parler du Mali et de l'Afrique : les dossiers de financement de l'Afrique par la Banque européenne d'investissement n'intéressent pas les pays nordiques qui régulièrement s'y opposent alors que les Africains sont à Lampedusa, regardent la cartographie du taux chômage en Europe et arriveront bientôt à Vilnius, Helsinki, Oslo ou Stockholm. L'Europe ne pourra pas continuer longtemps à ériger des frontières lorsqu'on voit les risques que prennent les Africains.

La situation exige donc une plus grande mobilisation européenne et des progrès doivent être faits pour faciliter, à plus ou moins brève échéance, un véritable gouvernement européen.

La crise économique que traverse l'Europe depuis 2008 a appelé le renforcement de l'intégration monétaire. Quatre principales mesures ont été adoptées :

- Le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), communément appelé « pacte budgétaire européen », a été signé le 2 mars 2012 par 25 pays européens. Il complète le pacte de stabilité et de croissance en instituant une règle d'or budgétaire.
- Les mesures de la BCE.
- Le Mécanisme européen de stabilité (MES) est officiellement entré en vigueur en octobre 2012.
- L'union bancaire décidée en décembre 2012 se traduira par un renforcement de la supervision des banques européennes, confiée à la BCE.

Ces avancées avaient permis de rétablir la crédibilité de la politique monétaire européenne et de restaurer sa transmission à l'ensemble des acteurs de la zone euro. Preuve de la réussite de ce volontarisme européen : depuis la fin du deuxième semestre 2012, la situation s'est largement détendue sur les marchés obligataires européens, attestant du retour de la confiance des investisseurs. Mais, il faut plus aller plus loin, anticiper, ne pas simplement agir sous la pression des circonstances et envisager de réels transferts de compétence dans des domaines difficiles comme la fiscalité.

- La recherche de partenariats stratégiques

La France n'a plus les moyens de faire un axe franco-allemand parce qu'elle n'est plus crédible vis-à-vis des Allemands et elle n'est pas prête de le redevenir, notamment parce que les Britanniques qui sont dans des logiques différentes essaient toujours pour s'en sortir de diviser l'Europe. Pourtant, dans un monde globalisé, seules les stratégies de coopération et de partenariat permettent de surmonter les défis auxquels l'humanité est confrontée ! L'Europe doit s'y inscrire sans aucune frilosité !

Il faut que l'Europe s'inscrive dans un partenariat fort avec les Américains, voire avec les Russes. L'Europe et les États-Unis sont confrontés aux pays émergents qui, pour asseoir et conforter leur croissance, n'ont pas les mêmes exigences sociales et environnementales. Quelles que soient les différences entre le modèle social européen et l'*american way of life*, ceux-ci ont plus de similitudes qu'avec les modèles asiatique ou latino-américain. Nous sommes sur des communautés de valeurs, des communautés d'intérêts et nous avons tout intérêt à défendre ce que nous avons en commun.

La mondialisation s'accompagne d'une régionalisation des échanges, d'une continentalisation des échanges. Il ne faut pas avoir peur du libre-échange. Le pacte transatlantique est une formidable opportunité pour conforter nos modèles économiques et sociaux, d'autant plus qu'avec la clause relative à l'exception culturelle, l'identité de chacun des participants peut être préservée. Ce serait une bonne façon de combattre le moins disant social, ou environnemental. Les Européens doivent saisir cette opportunité et signer avant le projet de partenariat trans-pacifique de création d'une vaste zone de libre-échange entre les États-Unis et une dizaine de pays d'Amérique latine et d'Asie.

Si les Européens veulent encore écrire l'histoire et être maîtres de leur destin, ils doivent donc s'inscrire dans une alliance stratégique avec les États-Unis pour éviter que le centre du monde ne se déplace irrémédiablement vers l'Océan pacifique et n'accroisse la marginalisation de l'Europe !

Avec le même souci, l'Europe doit s'inscrire aussi dans un partenariat Nord-Sud avec les pays méditerranéens et les pays africains. C'est comme cela qu'on pourra éviter les démons traditionnels de l'Europe comme l'a dit Edouard TETREAU.

Libres débats

Antoine ARJAKOWSKY remercie les deux intervenants pour leurs paroles fortes et engagées qui témoignent de leur amour profond pour l'Europe et de leur souci de regarder les choses en face et de trouver des solutions.

Pierre MOREL explique qu'il vient lui-même de passer six ans à Bruxelles et qu'il a pu voir fonctionner de l'intérieur la machine Bruxelloise. Il partage tout-à-fait ce qui a été dit et pourrait même en ajouter. Il comprend donc d'autant mieux l'exaspération et l'indignation qui viennent d'être exprimées et ne peut qu'adhérer au réflexe profond qui a animé les deux interventions. En même temps, il ne peut pas s'empêcher, malgré tant de signes inquiétants, de dire *et après ?*, mais aussi comme Galilée *et pourtant, la machine tourne !* Et c'est ce qui est extraordinaire ! Comment, avec autant de choix aussi calamiteux, le système tient-il malgré tout ? On l'a vu au moment de la crise de l'euro où lorsqu'on s'est vu acculés, c'est à ce moment là qu'on a commencé à faire quelque chose.

Il souhaite pour sa part avancer cinq points ou correctifs : le premier concerne l'abandon regrettable de l'altruisme. On est dans le « *chacun pour soi* » et autour de nous, on le constate de plus en plus. On le

fait maladroitement -et en gâchant des ressources parce qu'on le fait moins bien que les autres- mais le modèle dominant devient le « *chacun pour soi* » comme cela a été souligné par Dov ZERAH. Il comprend qu'on puisse avoir le regret d'un âge qui n'est pas d'or, mais d'un âge de projets et d'espoirs, et il remercie Dov ZERAH d'avoir rappelé que le Général de GAULLE et les gouvernants français des premières décennies de la 5^{ème} République avaient défendu farouchement l'institution européenne. Cela n'a pas empêché de pratiquer la « chaise vide », mais ce n'était pas par rejet de la Commission européenne, mais par volonté de partager le travail, de préserver le choix et la direction politique.

Aujourd'hui, il fait le constat qu'il n'y a plus de vision politique, plus aucun projet politique en Europe depuis Maëstricht. On peut répondre qu'il y a le projet de Traité constitutionnel européen mais, pour l'avoir vécu de l'intérieur, le projet politique européen était perdu, en dehors même des défauts internes, à cause d'une chose terrible en Europe, le juridisme. On a cru qu'on faisait de la politique alors qu'on faisait du juridisme. Cela ne peut pas fonctionner ainsi, surtout pas au Parlement européen. La première chose que fait un Parlement européen, c'est de partager le mandat du président entre les deux partis principaux. Dans le contexte politique européen actuel, si ce Parlement est voué à fonctionner ainsi, il ne faut pas attendre de l'institution ce qu'elle n'est pas capable de donner. Ne nous illusionnons pas, il n'y a plus de projet politique. Or, dans la situation actuelle, tout projet et tout débat doivent passer par la politique. Donc, le premier point de réponse est de savoir comment revenir à la politique ?

Deuxième point : contre tous les pessimismes exprimés, Pierre MOREL rappelle qu'il a passé vingt ans en poste, à Moscou, Pékin, en Asie centrale, au Caucase, avec des guerres ou des massacres ethniques, et il a certes constaté que nous ne sommes plus au centre du monde. Mais il ne croit pas au basculement, tout simplement parce que nous pouvons encore faire la différence. Un monde multipolaire ne sait pas où il va, on vient de le voir avec la crise syrienne. On a perdu plus de temps qu'en période de la guerre froide où on aurait plus vite trouvé la solution, ou en période de bipolarisme américain. Cette absence de décision collective s'est installée progressivement et on se retrouve dans une logique extrémiste où tout le monde est finalement perdant. Une démarche européenne peut faire la différence. L'Europe est tout aussi centrale aujourd'hui qu'elle l'était quand elle croyait qu'elle cessait de l'être, ou quand elle croit qu'elle a cessé de l'être. L'attente à l'égard de l'Europe est toujours là ! Simplement, il faut savoir écouter car si on ne veut pas écouter, on va perdre évidemment l'occasion.

Troisième correctif, sur le déclin de l'Europe : tous les pays émergents, les BRICS plus largement, doivent revoir leur modèle de développement qui a fait leur succès prodigieux. Qui attendait les manifestations au Brésil, les angoisses de la Chine, les contestations contre Recep Tayyip ERDOGAN qui allait se lancer dans une grande politique néo-ottomane, etc ? Bien sûr, toutes ces puissances ne sont pas en mauvais état, mais si on évoque l'Afrique du Sud, elle ne vit que par la prospérité des voisins qu'elle exploite, etc. Les succès des pays émergents ont été un feu d'artifice qui ne tient plus. Il ne s'agit ni de se consoler, ni de se faire plaisir, mais simplement de dire combien la remise en jeu des données, apparemment établies, tournent très vite. L'Europe n'est donc pas renvoyée dans les coulisses à condition, bien entendu, de vouloir jouer son rôle.

Quatrième correctif, sur la Chine : on a cité Hu JINTAO mais il faut aussi citer Wen JIABAO qui en mars 2012 disait « *si on ne fait pas une réforme politique, on aura une explosion* ». Il y a en Chine des problèmes majeurs : la population active chinoise baisse à partir de 2015, l'urbanisation va atteindre 70 % autour de 2025. Par rapport à notre fatalisme sur l'atelier du monde, les Chinois ne savent pas comment ils vont vivre ensemble en 2025. Or, nous savons un certain nombre de choses, non pas pour leur proposer des solutions mais pour investir en Chine. C'est par exemple, le vivre ensemble dans des villes qui pourraient être invivables, sujet sur lequel il y a énormément à faire. Il faut comprendre que pour nous l'objectif en Chine, c'est le laboratoire social mondial qui va se présenter inévitablement.

Cinquième point, sur la Russie : les chars contre le parlement, non pas vraiment ! On a eu une fraction du Soviet suprême russe qui s'est installé en Fort Chabrol soviétique, c'était il y a vingt ans, en octobre 1993.

Alors comment en sortir ? Dans tous ces désarrois, il ne s'agit pas de dire *que faire*, mais *que peut-on faire* ? C'est déjà un premier déplacement, car plutôt que de partir de la résignation, il faut partir d'une interrogation critique, au besoin virulente, sur soi-même, mais on a commencé de le faire. La réponse est donc de revenir au monde réel, d'avoir une vision politique et d'entrer dans une logique de l'urgence, car c'est à partir de là qu'on prend des décisions. D'une certaine façon, l'affaire libyenne relevait d'une logique de l'urgence qui n'a pas été suivie car personne ne croyait que l'opération marcherait et au final, la preuve a été faite que c'était possible et que cela relevait du « *on peut faire* ». L'évacuation des 35.000 Chinois en Libye ne s'est faite que grâce à un accord entre la Chine et l'état-major européen de l'opération Atalante qui assure la sécurité de l'Océan indien.

Pierre MOREL précise que s'il y a sursaut politique, il doit effectivement venir du côté français. Aujourd'hui, malgré toutes les démissions, le message entendu à Bruxelles est : *si ce n'est pas de Paris que vient un regain de projet européen, il ne viendra de nulle part ailleurs*. La balle est donc dans notre camp et que ce soit après un échec aux élections européennes ou autrement, il est temps d'entrer dans une logique de l'urgence politique sur l'Union européenne pour se dire *nous, depuis la France, que peut-on faire ?*, évidemment avec nos partenaires et en particulier, ceux évoqués précédemment.

P. Antoine GUGGENHEIM remercie les deux intervenants pour leur propos dont la gravité n'est pas exagérée et qui ne peuvent avoir que des résultats excellents sur nous tous et à l'extérieur. On a beaucoup parlé histoire mais sa question, qui prend appui sur la référence faite à 1913, porte plus sur l'interprétation de l'histoire. 1913-2013, on a l'impression de tracer assez facilement une ligne de la décadence, de la diminution de la place de l'Europe. Tout en ne contestant pas ce fait qui, en soi, a beaucoup de réalités ou d'apparences matérielles, il pense que l'Europe de 1913 était comme un enfant jouant son destin avec une boîte d'allumettes et cela ne pouvait, d'une manière ou d'une autre, que mal se terminer. L'Europe ignorait le monde et faisait du monde le réservoir de ses envies, de ses haines, ce qui ne pouvait pas durer ! Cent ans après, que cela ait cessé lève un certain nombre d'hypothèses et nous fait entrer plus dans le réel comme européen : les peuples ne sont pas en dessous de nous ni à notre disposition et découvrir cela, nous empêche d'être « au-dessus ». Si l'industrialisation nous avait positionnés « au-dessus », la désindustrialisation ne nous positionne plus « au-dessus ».

L'Europe d'aujourd'hui n'est-elle pas plus à même, si on le lui dit, de percevoir son rôle dans le monde -et un vrai rôle- que l'Europe de 1913 ? Percevoir son rôle dans le monde est déjà un acte politique, mais un acte politique à racine culturelle. Le problème de l'Europe, c'est d'avoir déconnecté, plus que tous les autres continents, le politique du culturel et cela, de manière radicale -on parlait tout à l'heure du juridique-. Est-ce qu'en percevant de nouveau le lien des peuples européens à leur culture -mais une culture purifiée de l'instinct de puissance- nous ne serions pas sur le point de pouvoir nous saisir de nous-mêmes, de notre âme, de notre corps, de notre personnalité spirituelle de manière dynamique ? Mais, cela demande évidemment que la classe politique en charge fasse un examen de conscience, comme on dit chez les Jésuites.

Vincent PICARD revient sur le fait pour la France, ou Paris, de pouvoir relancer le projet Européen. Plusieurs personnes dans cette salle reviennent de Rome où a eu lieu, la semaine dernière, la rencontre interreligieuse pour la Paix organisée par la communauté de Sant'Egidio. A Rome, il y a, depuis peu, une figure -le pape François- dont Andrea RICCARDI disait qu'elle était justement un antidote à la dépression du Christianisme européen. On a parlé de la dépression de l'Europe, mais il y a aussi une dépression du Christianisme européen, et le pape François pourrait être aussi un antidote à la dépression de l'Europe. Il souhaitait simplement apporter ce témoignage d'une rencontre stupéfiante,

dans une ville déprimée -Rome- qui connaît les problèmes de toute grande ville européenne, et avec ce pape dont le message est très clair, donne une direction et peut aussi en donner une à l'Europe. Le premier voyage du pape à Lampedusa a été particulièrement prophétique, comme on a pu le vivre tout au long de cette semaine à Rome, puisque le lendemain de la rencontre il y a eu ce naufrage. Il est convaincu qu'on peut fonder beaucoup d'espoirs dans ce pape.

Laurent GREGOIRE rappelle qu'il est fondateur d'un certain nombre de mouvements européens et en particulier, du Parlement européen des jeunes. Il souhaite réfuter une partie du discours entendu ce soir, relatif aux Lilliputiens qui empêcheraient Gulliver de se développer. Il s'agit d'une réécriture de l'histoire récente de ces soixante dernières années mais qui ne correspond pas à la réalité. Tout d'abord, il faut faire attention quand on parle de l'Europe, car il y a une confusion sur ce terme. Lorsqu'on dit que l'Europe était puissante, c'est inexact ; ce sont les différents États d'Europe qui étaient puissants car l'Europe n'existait pas. Ce dont il veut plutôt parler, c'est de l'idéal européen ou du projet européen qui selon lui, ne se porte pas plus mal aujourd'hui qu'hier et il se porterait même plutôt mieux, contrairement à ce qu'on peut dire ou écrire.

Il rappelle qu'il est actif dans ces milieux européens depuis quarante ans, soit près des deux tiers de la construction européenne, mais avant même cela il a regardé ce qui se disait dans les vingt premières années. C'est extraordinaire : il n'y avait pas une personne, soit qui était favorable au projet européen, soit qui s'y était opposée, qui n'ait pas écrit dans ses mémoires ou dans des textes *c'est fini le projet européen, c'est foutu*. On peut prendre André FRANCOIS-PONCET à la fin des années 50, les mémoires de Louis ARMAND dans les années 60, partout on lisait *on avait de belles idées, mais c'est fini !* C'est sans doute l'une des difficultés -les non européens nous le reprochent d'ailleurs- de ne pas vouloir reconnaître la réalité qui n'est évidemment pas celle-là. Pour prendre un exemple : un ancien président, décédé aujourd'hui, qui présidait dans les années 50-60 un mouvement fédéraliste que lui-même préside aujourd'hui, lui avait dit *Tu sais, quand on lisait les journaux, si dans un journal on parlait de l'Europe, j'allais chercher ma femme pour lui montrer qu'il y avait le mot Europe là !* Lui-même, dans sa jeunesse, quand il voyait le terme *Communauté européenne* il faisait la même chose. Puis, est arrivé le Parlement européen élu au suffrage universel, puis Jacques DELORS et les choses ont évidemment changé. Maintenant, on parle un peu plus de tout cela mais dans quinze ans, lorsqu'on verra *la diplomatie européenne a obtenu cela*, on se précipitera car on ne le voit pas encore aujourd'hui. Il se met donc en faux sur ce débat là, car il est convaincu que le projet européen avance, qu'il ne va peut-être pas très bien, mais qu'il ne va pas plus mal qu'avant.

A propos de la diplomatie, on sait évidemment que ces choses mettent du temps. On ne va pas, après des siècles d'opposition entre les États, réussir à définir du jour au lendemain une diplomatie commune, savoir ce qu'il faut faire ensemble et être d'accord sur tous les sujets, d'où l'idée d'ailleurs, grâce au dernier Traité, d'un début de corps diplomatique européen. Au bout de dix, vingt ans, quand les diplomates auront travaillé ensemble, nous parviendrons à définir sur un certain nombre de sujets une stratégie diplomatique européenne. C'est vrai qu'on vit au jour le jour, l'histoire s'accélère et on aimerait que cela aille mieux et plus vite, mais là encore, il y a trente ans si on souhaitait prononcer le mot « *diplomatie européenne* » même dans les milieux européens ce n'était pas possible. Il se souvient d'une convention du Mouvement européen en 1982 qui réunissait une bonne partie du gouvernement et que présidait Louis LEPRINCE-RINGUET, on lui avait dit *il n'est pas question que vous abordiez ce sujet là*. C'était tabou, alors qu'aujourd'hui, on peut en parler.

En termes de propositions, Laurent GREGOIRE pense qu'une partie de la solution viendra du développement de la prise de conscience des Européens. S'il critique l'évolution de ces vingt dernières années, c'est plus sur l'absence de prise de conscience du projet européen par l'ensemble des européens, comparé à ce qui s'est passé dans les vingt premières années de l'Union européenne. Pourquoi en est-on là ? Parce que la société civile n'a plus de mouvements, d'organisations, voire même parfois de lobbies pour promouvoir cette idée européenne, y compris dans l'Église elle-même.

L'histoire n'a pas encore été écrite sur le rôle qu'on eut un certain nombre de membres de la société civile, de corps intermédiaires pour diffuser le projet européen. Croit-on aujourd'hui que les Français et les Allemands continueraient à être relativement favorables les uns vis-à-vis des autres s'il n'y avait pas eu tout le travail fait notamment au sein de l'Église et ensuite, notamment, à travers le jumelage des communes. Aujourd'hui, les jumelages de communes ont perdu de leur vigueur et un certain nombre d'initiatives de ce type sont arrêtées, faute d'argent mais pas seulement. Il préside un mouvement dans les milieux catholiques au niveau européen : quand il a commencé à s'intéresser à ces questions là, il y avait un grand nombre d'organismes qui faisaient des échanges au sein de l'Église à l'époque de l'Europe des 6, puis des 9.

Aujourd'hui, ne subsistent que quelques organismes seulement. C'est là une des pistes possibles -et il se réjouit que dans ce genre d'enceinte on puisse traiter de ces sujets- ; l'arrivée du pape François devrait y aider. Dans un article récent, on a pu voir que le pape François aurait dit, ou un de ses proches le disait, que *la différence par rapport au pape précédent, c'est que lorsqu'il rencontre un responsable européen, il ne lui parle pas des racines chrétiennes de l'Europe mais il lui demande qu'est-ce que l'Europe fait contre le chômage, pour les émigrés de Lampedusa, etc ?* C'est cet esprit là qu'il faut retrouver, y compris entre nous chrétiens.

Antoine ARJAKOVSKY propose aux deux intervenants de réagir à ces commentaires.

Edouard TETREAU remercie chaque intervenant pour leurs réactions et leurs contributions qui l'inspirent. Il souhaite rebondir sur plusieurs points afin de reboucler avec chacune des interventions et peut-être aussi avec ce qu'il n'a eu le temps de développer toute à l'heure. Merci tout d'abord à Pierre MOREL d'avoir dit *si cela ne vient pas de Paris, cela ne viendra de nulle part ailleurs*, ce témoignage est très important. Merci au P. Antoine GUGGENHEIM de nous avoir rappelé l'importance de nous projeter dans l'Europe de demain, en nous interrogeant sur le point de savoir si nous ne sommes pas aujourd'hui plus adultes que nous ne l'étions en 1913, mais en nous redisant qu'une des conditions pour que l'Europe fonctionne c'est qu'elle se reconnecte à sa culture et à ce qui la constitue.

Effectivement, la rencontre interreligieuse pour la Paix à Rome, le Parlement des jeunes, tout ce qui a porté l'Europe ces cinquante dernières années ne sont pas des initiatives négligeables puisqu'aujourd'hui, elles font dire *et pourtant, l'Europe tourne !* C'est le miracle européen, celui d'une Europe vivante qui ne s'est pas fait la guerre au cours des soixante dernières années et on ne peut pas ignorer ce résultat.

Au point où nous en sommes, ce qui est intéressant dans la crise actuelle, c'est de voir que les clés de la renaissance européenne sont ici et non pas ailleurs, dans le *gloubiboulga* bruxellois auquel plus personne ne comprend rien, y compris les hommes de Bruxelles pour qui la machine devient trop compliquée. Elles ne sont pas dans les tables de Trading à Londres. Il expliquait sans son ouvrage sur la crise financière aux États-Unis -« 20.000 milliards de dollars »- que les ordres de bourse s'exécutent aujourd'hui plus vite que la vitesse de la lumière. Le salut ne va donc pas venir des robots traders de la capitale financière de l'Europe qu'est devenue Londres, ni des coffres de Francfort ou de Berlin. L'Allemagne aujourd'hui -on le voit sur les questions diplomatiques, l'énergie- n'a pas l'ambition ni les moyens de prendre le leadership du projet européen et ce ne sera pas non plus la boîte vide du Parlement de Strasbourg qui y parviendra. Les clés de la renaissance européenne sont ici, à Paris. Lorsqu'on parle de la dépression française, un des critères objectifs c'est d'abord la mésestime de soi. L'Européen se mésestime, n'arrive plus à se reconnaître tel qu'il est, à reconnaître son énergie, ses résultats, sa capacité d'agir dans le monde d'aujourd'hui.

La vraie question est donc de savoir s'il existe encore en France suffisamment d'énergie vitale, de capacité de projection, de confiance dans l'avenir, d'estime de soi pour que les générations qui viennent nous sortent de la dépression du moment et reconstruisent le projet européen. En cela, il rejoint complètement Dov ZERAH quand il dit qu'on ne peut pas le faire tout seul et qu'on va avoir

besoin des autres. Partenariat transatlantique ? Certainement. Partenariat avec l'Afrique ? Très certainement. Partenariat avec la Russie ? Pourquoi pas. Pour engager un partenariat, il faut avoir confiance dans le partenaire mais il faut surtout avoir confiance en soi, car si on n'a pas un minimum de confiance en soi, on ne peut pas construire de partenariat.

Alors comment va-t-on réussir à sortir de la dépression ? On connaît hélas les ressorts d'une dépression et ce qui doit être mis en œuvre pour en sortir. Dans la dépression d'une personne ou d'un pays, il faut d'abord la prise de conscience de son état, prise de conscience qui peut être brutale, qui peut être celle d'une maladie qui nous tue. Pour en sortir, il faut des chocs -les psychiatres disent même des électrochocs- il faut qu'à un moment cela frappe pour mieux rebondir, pour relancer la machine. Ensuite, il faut un travail sur soi, un double travail : tuer ce qui nous tue et il y a aujourd'hui dans l'état clinique français ou européen, des choses qui sont en train de nous tuer. Et, il faut donc tuer ce qui nous tue. Il faut aussi redécouvrir ce qui nous constitue et là, pour revenir aux propos du P. Antoine GUGGENHEIM, qu'est-ce qui nous constitue au plus profond de nous-mêmes ? Quelle est notre identité profonde, matricielle ? Pour sa propre renaissance, l'Italie puis toute l'Europe, il y a quelques siècles, s'est plongée dans l'Antiquité pour retrouver sa raison d'être et d'espérer, *l'Italie avant les Barbares*. Qu'est-ce qui nous constitue ? Qu'est-ce qui nous entrave, nous empêche d'avancer ? Sans aller trop loin, et sans vouloir retrouver la sainte puissance -l'Église aujourd'hui est pauvre et humble- l'histoire de ce lieu ne peut-il pas nous fournir un indice pour cette double quête : tuer ce qui nous tue et redécouvrir ce qui nous constitue ?

Le collège des Bernardins est contemporain de Notre-Dame et de la Sorbonne et donc du meilleur de l'humanisme européen et chrétien. Il a existé de façon superbe pendant cinq siècles -on dirait l'ENA des Cisterciens- et puis tout d'un coup, il a connu une éclipse pour ne pas dire une mise au tombeau. Cet endroit a été un grenier à sel, puis une caserne de pompiers, un internat, et puis il y a eu la renaissance. Ce n'est pas du prosélytisme, ni une recherche de puissance, mais il y a quelqu'un qui a dit au Bourget « *France, fille de l'Église et éducatrice des peuples, es-tu fidèle pour le Bien de l'homme à l'Alliance avec la Sagesse éternelle ?* ». C'était Jean-Paul II en 1980.

Est-ce qu'une des clés de la renaissance européenne pourrait être une renaissance spirituelle ? Sauf preuve contraire, la dépression française [pour essayer de la dater, est-ce juin 1940, ce grand pays qui s'effondre en quelques semaines, ou 1914-18, le suicide de toute une génération où on envoie à la boucherie tout un peuple et son élite ?], cette mésestime de soi viennent de plus loin.

Edouard TETREAU estime que le lieu où nous sommes nous donne une indication sur ce que nous devons tuer avant que cela ne nous tue, et sur la quête de notre identité fondatrice. Quelle est au fond l'identité qui nous constitue ? Elle est d'abord européenne. Il s'agit bien d'une renaissance spirituelle -et le dialogue des religions vécu récemment à Rome indique aussi le chemin-. Tant qu'il n'y aura pas cette forme de renaissance là, on pourra envisager toutes les croissances possibles, toutes les quêtes d'économie positive pour reprendre la formule de Maximilien ROUER, on n'y arrivera pas si on ne revisite pas ce code originel.

Antoine ARJAKOVSKY a le sentiment, au sujet de cette renaissance spirituelle de l'Europe, qu'il faudrait travailler sur la notion de souveraineté, de puissance. Récemment, il a eu le privilège d'aller à la Maison de l'Europe, dans le cadre du séminaire sur l'Europe que lance le Collège des Bernardins avec Anima Mundi, et d'entendre Pierre VIMON qui dirige la diplomatie européenne. Celui-ci a expliqué que cette diplomatie européenne, qui rencontre des difficultés car il est difficile de trouver un consensus à 27 ou à 28, élabore finalement une nouvelle forme de souveraineté basée à la fois sur le *hard power* et le *soft power*. D'une certaine façon, cela parle à la théologie chrétienne qui distingue l'*exauctia*, l'autorité telle qu'elle est présentée dans l'Évangile, et la *potestas*, qui ne fait pas de distinction entre le pouvoir céleste et le pouvoir juridique. La notion de souveraineté d'un État

cosmopolitique travaillant avec les États-Nations devrait certainement être approfondie, car il y a des diplomates qui au quotidien œuvrent pour faire avancer les choses.

Dov ZERAH souhaite faire quelques remarques qui risquent d'être perçues comme des provocations mais qu'il assume. L'idéal européen a reculé. Quand on prend les chiffres des élections européennes, on voit que depuis la première élection au suffrage universel en 1979, les pourcentages de voix accordées à des partis anti-européens, ou des partis voulant revenir en arrière, n'ont pas cessé d'augmenter. Quand on est à ce niveau de taux de chômage des jeunes, l'idéal européen n'est pas concrétisé pour ces jeunes qui s'expatrient. C'est vrai qu'il y a toujours une forme de « flamme européenne » pour cet idéal, mais il ne soulève aucune adhésion véritable et le désintérêt qu'il y a pour l'Europe est flagrant jour après jour.

Premier élément, au sujet de la diplomatie européenne : ce n'est pas parce qu'on a un service de diplomates que pour autant on puisse dire qu'on a une diplomatie européenne. L'Europe est l'ensemble qui donne le plus d'argent aux pays en développement et pourtant on n'a aucune visibilité. Donc, sans vouloir accentuer la déprime, la situation est claire. Pour donner un symptôme intéressant, il suffit de regarder l'attitude des Italiens face au problème des Africains qui viennent chez eux et ce projet Mare Nostrum qu'ils ont développé. Le premier ministre a tenu à préciser *nous ne faisons pas d'expédition à droite, à gauche, nous essayons d'avoir un but humanitaire*. Ceci est très symptomatique dans cette mentalité européenne de *bobos du monde* !

Deuxième élément : tout le monde dit que la solution doit passer par Paris. Il se souvient d'une conversation en 2005-06, au moment où il était directeur des monnaies et où il était allé voir Jean-Claude TRICHET à Francfort pour un problème technique, et où celui-ci lui avait demandé *qu'est-ce qui se passe, pourquoi les Français sont contre la Banque centrale sur la politique monétaires, ce sont les seuls à l'être, à exprimer des positions divergentes par rapport aux lieux communs qu'on peut lire dans la presse des autres pays ?* Certes, mais y-a-t-il aujourd'hui une voix à Paris pour porter cette volonté de renaissance européenne ? Non, la seule voix qui monte c'est celle aujourd'hui de Mario DRAGHI et c'est extraordinaire ce qu'il a fait en peu de temps. Donc, aujourd'hui, la voix c'est Mario DRAGHI et à Paris, on n'entend personne.

Troisième élément sur l'expression, tout à fait symptomatique, de *psychanalyse que nous devons mener*, utilisée par Antoine GUGGENHEIM pour dire qu'il faut purifier la démarche de l'instinct de puissance. Non, ce n'est pas possible ! Il faut que l'Église, toutes les Églises s'assument parce qu'aujourd'hui il a peur pour les juifs en Europe et les démons dont il parle c'est, par exemple, l'attaque en règle contre la circoncision, ou l'abatage par égorgement. L'Europe est à nouveau en train de remettre en cause le juif dans ses éléments les plus fondamentaux. L'Église, toutes les Églises doivent donc s'assumer ! On a eu une vision civilisatrice. Notre modèle repose sur quoi fondamentalement ? Sur un équilibre entre l'individu et le collectif qui n'existe pas ailleurs, ni dans le monde arabe, ni dans le monde chinois, etc. La spécificité européenne, c'est notre humanisme. On a un modèle social et il faut qu'on le défende au lieu d'être recroquevillé, arc bouté. D'accord, notre histoire a sa part d'ombre mais cessons de faire des *mea culpa* pendant que nos enfants quittent notre territoire.

Il n'est pas d'accord avec le discours du pape François qui ne parle pas des racines chrétiennes. Au contraire, il faut parler des racines chrétiennes et ne pas être amnésique de notre histoire ! C'est très bien que le pape parle du chômage, mais ce n'est pas la question. Pourquoi le pape ne devrait-il pas parler des origines chrétiennes de l'Europe ? Reprenons ce que disait Jean-Paul II « *N'ayons pas peur !* ».

Maximilien ROUER estime qu'il y a un mot de solution qui l'intéresse mais qui n'a pas été mentionné, c'est celui de fierté. La base du renouveau européen, la base née à Paris, passera selon lui par la fierté. On peut toujours parler de souveraineté, mais en écoutant les deux intervenants, il

constate que la dépression aujourd'hui a laminé la base. Il y a eu un véritable travail de laminage et pour prendre une allégorie, on a foulé du pied la fierté nationaliste. Il faut assumer ses religions, son ancrage religieux et on peut assumer aussi sa fierté d'appartenance à un territoire, à un pays, une Nation. Aujourd'hui ce sont les fondamentaux ! On dit que les jeunes partent ! Oui, les jeunes partent, oui il y a du chômage, mais les jeunes partent parce qu'il n'y a plus de fierté d'appartenance, plus de fierté d'exister dans un pays qui ne propose rien, plus de fierté d'appartenir à un territoire qui n'offre plus rien. Donc, oui pour le renouveau politique, pour écrire l'Europe des marchands -il apprécie beaucoup le rapprochement avec les Bourgeois de Calais- mais il faudrait repartir de choses simples comme redonner la fierté d'appartenance à un pays, à un territoire qui a une histoire, repartir des bases spirituelles et culturelles, mais aussi redonner une fierté de soi.

La notion de « souveraineté » est une étape ultérieure car elle est trop conceptuelle et assez éloignée de ces 30 % de chômeurs européens qui ont perdu tout espoir en perdant toute fierté. Ce qui est choquant lorsqu'on va Outre-Atlantique, c'est la fierté du 4 juillet, ce qui est choquant lorsqu'on va à Pékin ou à Shanghai, c'est la fierté du Chinois y compris celui qui vient des provinces agraires, parti de rien mais qui sait que le monde est à lui. Aujourd'hui, ce qui est choquant lorsqu'on est Français c'est qu'on a l'impression d'être d'hier. Pour sa part, il estime être un homme de demain qui se projette sur l'Europe de demain.

P. Didier-Joseph TSHIBANGU souhaite apporter un regard différent, celui de l'Afrique. Il s'étonne que le mot « Occident » n'ait pas été évoqué. Il y a des modèles européens qui sont applicables à l'Afrique. Lorsqu'il entend que la renaissance européenne doit passer par la France, d'un certain côté, il voit cela comme un discours optimiste car il pense qu'effectivement la renaissance de l'Europe peut passer par la France qui a la capacité à assumer cela. D'un autre côté, assumer les choses c'est aussi tenir compte de l'autre regard et c'est là que la diplomatie entre en jeu, celle de la France à l'égard de l'Afrique par exemple. Or, les Africains ne regardent pas l'Europe d'une manière continentale : quand ils parlent de l'Europe, ils parlent plutôt de l'Occident et cette dimension d'« occidentalité » peut être aussi regardée et vécue comme une camisole de force. Il faut donc avoir conscience de ce regard africain envers l'Europe et l'Occident et la France ne peuvent pas faire l'impasse de ce regard là. Une autre ambiguïté vient aussi du fait qu'on se sert souvent de cette « aura occidentale » pour venir défendre des intérêts propres, ceux de la France par exemple. Il y a une ambiguïté dans la diplomatie extérieure de la France. C'est la raison pour laquelle la « renaissance » de l'Europe doit partir de la dimension occidentale.

Michel de GALBERT est d'accord pour dire que Paris est bien placé pour pousser le projet européen, mais il n'est pas certain que les jeunes générations soient aussi pessimistes qu'on le dise. Les *bobos ex-soixante-huitards* se sont repliés vers l'individualisme et le relativisme. Mais quand il voit à HEC, des jeunes qui choisissent des options de diplômes « développement des pays en difficulté », il ne pense pas qu'il y ait un repli individualiste des jeunes générations. Il pense au contraire qu'on a beaucoup à espérer des jeunes générations.

Le discours tenu par Edouard TETREAU est réaliste mais il est un peu trop pessimiste. De nombreuses décisions sont abouti à des échecs : l'Euro sans règles budgétaires, l'absence d'unité militaire, une absence diplomatique, d'où des aberrations récentes comme on l'a vu entre la France et la Syrie. Par ailleurs, en période de paix, les corporations fleurissent. Il a fait un exposé au Parlement européen et on lui a demandé s'il était lobbyiste parce qu'un visiteur sur deux est lobbyiste ! Il y a une nouvelle déontologie à créer pour affirmer le bien commun face aux intérêts égoïstes des corporations et des lobbys.

Est-ce que ce ne serait pas l'Europe elle-même qui a donné le dégoût de l'Europe ? A cause d'une vision non démocratique, d'une Commission très technocratique qui a imposé jusqu'à la virgule comment par exemple chasser la palombe en Aquitaine. Il y a donc beaucoup de subsidiarité à insuffler, de réflexion stratégique et de communication à revoir, mais on ne part pas de rien !

Conclusion

Antoine ARJAKOVSKY remercie les participants et salue les nouveaux arrivants au séminaire, le Père Eric MORIN, directeur de l'Ecole Cathédrale et enseignant, Jean-François LE DUC de l'association Réalités et Relations Internationales et Gilles COSSON.

Il rappelle que la prochaine séance du séminaire se déroulera exceptionnellement dans le cadre des « Mardis des Bernardins », le 12 novembre prochain à 20H00, sur le thème « **La globalisation permet-elle un développement juste et durable ?** » avec pour intervenants, trois membres du séminaire : François JAY de l'Agence française du développement (AFD), Bénédicte FAIVRE-TAVIGNOT, Directrice exécutif de la Chaire Social Business Entreprise & Pauvreté d'HEC Paris, et François VERGER, Directeur exécutif de Coordination Sud (Solidarité Urgence Développement).

Il remercie une nouvelle fois Edouard TETREAU et Dov ZERAH pour leur contribution.

Edouard TETREAU

Né en 1970 à Soissons (Aisne)

A fait ses études au lycée Saint-Louis de Gonzague à Paris.

A été diplômé en 1992 de l'Ecole des hautes études commerciales (HEC), Majeure Entrepreneurs
Est fondateur et dirigeant depuis novembre 2004 de Mediafin, société de conseil en stratégie,

Précédemment, a été de 1993-1995, analyste en fusions-acquisitions à J. Henry Schroder Wagg & Co
à Londres (Grande-Bretagne)

A été pendant deux ans, Chargé d'affaires à la Banque Arjil à Paris

Puis de 1997 à 1998, Chargé de mission au Conseil supérieur de l'audiovisuel

A été de 199 à 2004, Analyste médias à Crédit Lyonnais Securities Europe à Paris.

Parallèlement à Mediafin, a été administrateur de la Société française des analystes financiers (SFAF)
(2006-08)

Responsable des activités de recherche et de fonds directs sur le marché nord-américain pour Axa
Private Equity à New York-Etats-Unis (2007-2010)

Trustee du Committee for Economic Development - CED, Washington DC (2010-2012)

Conseiller français du commerce extérieur (2010-2012)

Administrateur de la Maison Française à Columbia University (2010- ...)

Professeur affilié à HEC (Cours « *Managing in times of financial crises* » - 2010- ...)

Chroniqueur pour Les Echos (2012- ...)

Créateur du site www.etatsuniseurope.com

Bibliographie

- Quand le dollar nous tue (Grasset, 2011)
- Vingt mille milliards de dollars (Grasset, 2010), traduit en chinois mandarin aux éditions China Citic Press (avril 2012)
- Analyste au cœur de la folie financière (Grasset, 2005, Prix des lecteurs du livre d'économie du Sénat 2005)

Dov ZERAH

Né en 1954 en Tunisie (Tunisie)

Ancien directeur général de l'Agence française de développement (AFD) de 2010 à 2013.

A été président de PROPARCO, filiale de l'AFD spécialisée dans le financement du secteur privé
Censeur d'OSEO

Depuis 2007, Conseiller Maître à la Cour des comptes

Est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise de Sciences économiques de l'université de Panthéon-Sorbonne

Ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA, promotion « Voltaire » 1980)

Auditeur de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN).

De 1981 à 1993, avant de devenir sous-directeur des Affaires bilatérales, a occupé divers postes à la direction du Trésor

De 1984 à 1986, est attaché financier à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes.

De 1993 à 1999, a occupé des postes de direction de cabinets, cabinets des ministres de la Coopération, puis de l'Environnement, puis du commissaire européen chargée de la recherche, de l'innovation, de l'éducation, de la formation et de la jeunesse.

De juin 1993 à novembre 1995, il est directeur délégué à la direction générale de la Caisse française de développement (CFD), qui deviendra l'AFD.

De 1999 à 2002, il est président de la Compagnie cotonnière (COPACO) et président de DAGRIS (Développement des agro-industries du sud) ex-Compagnie française pour le développement des fibres textiles (CFDT), holding de sociétés cotonnières implantées dans une trentaine de pays principalement africains.

De 2002 à 2007, a été directeur des Monnaies et médailles au ministère de l'Économie.

A enseigné à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po), à l'Institut supérieur du commerce (ISC), et à l'École des Hautes Etudes Commerciales de Paris (HEC).

Est par ailleurs conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine depuis avril 2008 et administrateur des Consistoires central et de Paris depuis janvier 2009.

Bibliographie

- L'exigence d'une gouvernance mondiale, Paris, L.G.D.J, coll. « Systèmes », 2013
- La Monnaie de Paris, 12 siècles d'Histoire, Le Cherche Midi, 2006
- La Monnaie, Livre de Poche, 1996
- Le Système financier français - Dix ans de modernisation, La Documentation française, 1994
- L'économie par les textes, Bréal, 1993
- Économie financière internationale - Les interventions du Trésor, La Documentation française, 1992